



Fête des Nouvelles 2008 : C'est parti !

Tout le programme de l'édition 2008 de la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique : Une programmation musicale renforcée et des temps forts politiques tout le week-end pour une fête rebelle et fraternelle.

p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 848

10 avril 2008

prix : 0,70 €



■ VICTOIRE POUR LES SALARIÉS GRECS DES CHANTIERS

Christian Saulnier revient sur une lutte difficile que les communistes nazairiens ont soutenue dès le début.

P 3

■ RETRAITES

Retours sur les premières mobilisations à Nantes et Saint-Nazaire.

P 3

■ MARXISME

Les publications se succèdent et témoignent de la vitalité d'une idéologie que certains ont essayé d'enterrer trop vite.

P 6

■ BLAIN À GAUCHE

Maire adjoint à l'urbanisme, Jean-Luc Plumelet revient sur la victoire historique de la gauche à Blain.

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique les 10-11 mai 08
 fetedesnouvelles.ovar-blog.com

La Fête!
 rebelle et fraternelle

8€ les 2 jours
 INFO: 02 40 25 93 90
 RESERVATION: pains de vosse'subduct

3 concerts

Samedi 20h LES CAMÉLÉONS
 Samedi 21h30 SUBWAY
 Dimanche 17h LA COMPAGNIE JOLIE MÔME

SAINT-NAZAIRE

• Dimanche 16h00 •
 MEETING ANDRÉ CHASSAIGNE

2 jours de fête

• Spectacles
 • débats
 • jeux - bars
 • restaurants
 • librairie
 • animations pour enfants

Parc paysager de Saint-Nazaire PCF

L'actualité politique...

EN BREF

Ceci n'est pas un plan de rigueur

7 milliards « d'économies » prévues par le gouvernement dans des domaines aussi futiles que l'emploi, la formation professionnelle, la santé et le logement. Non, non, ce n'est pas un plan de rigueur!

Sarko va t'en guerre

Des experts qui répètent que la solution en Afghanistan n'est pas militaire tant il paraît improbable de « gagner » une guerre sur un territoire aussi difficile que celui de ce pays, une opinion publique plus que largement hostile (68% d'avis défavorables)... Et pourtant, Nicolas Sarkozy choisit d'envoyer mille soldats français supplémentaires en Afghanistan. Preuve s'il en fallait des velléités présidentielles d'alignement sur la politique atlantiste et, au-delà, sur les solutions militaires américaines

SARKO, L'AFGHAN



La politique autrement

Chaude ambiance à la sortie de l'installation du Conseil municipal de Montreuil. A Jean-Pierre Brard qui lui faisait remarquer qu'elle avait été élue avec les voix de la droite, Dominique Voynet a tout simplement répondu « Je t'emmerde! ». Certainement une manière d'illustrer la prétention du parti écologiste de faire de la politique autrement: Les Verts, une autre idée de la classe!

Mobilisations pour garder l'hôpital d'Ancenis

Les salariés de l'hôpital, les populations du pays d'Ancenis et de nombreux élus se mobilisent pour préserver l'avenir du centre hospitalier Francis Robert d'Ancenis. Le groupe communiste à la région Pays de la Loire considère que les inquiétudes sont « malheureusement fondées ». Pour les élus communistes « C'est une aberration quand on connaît les perspectives démographiques du pays d'Ancenis (+ 10 000 habitants dans les 5 prochaines années) et les besoins croissants des populations en matière de santé. Comment peut-on imaginer que la population du Pays d'Ancenis soit contrainte de se rendre dans les hôpitaux nantais situés respectivement à 43 et 57 km.../ Peut-on avoir la décence de parler de rentabilité financière en matière de santé et de services rendus aux publics. » Le groupe des élus communiste appelle donc à se mobiliser pour s'opposer au démantèlement.

Point de vue

Par Pedro MAIA



Il s'est passé 1 mois depuis les élections cantonales et municipales qui ont permis à la gauche de remporter une victoire incontestable sur la droite. Ce signe fort envoyé par les Françaises et les Français à la droite au pouvoir, depuis bientôt 1 an, n'est pas une exigence d'accélération des réformes comme l'UMP, tête baissée, voudrait s'en convaincre. C'est bien une sanction vis-à-vis

de choix politiques idéologiquement marqués qui affaiblissent toujours plus la qualité de vie populaire. Après les lendemains électoraux satisfaisants, la gauche, dans sa diversité, ne peut s'en tenir à cet acquis et penser que les grands problèmes ne se régleront que lors des prochaines élections présidentielles. L'urgence sociale, les attentes populaires, la confiance accordée par le peuple aux élus locaux de gauche sont à traduire par des actes forts, cohérents avec les idées défendues lors de la campagne. Le Parti communiste français et ses adhérents, malgré des résultats contrastés, démontrent leur capacité de rassemblement et leur utilité face à une droite revancharde pressée de mettre toujours plus à disposition le travail au service du capital, de balayer l'idée de progrès social.

Il appartient aux communistes de renforcer et de pérenniser les liens créés lors de ces élections avec celles et ceux qui aspirent au changement. Partout où nous avons pu exposer nos propositions, nous avons suscité l'intérêt, convaincu que le PCF n'était pas un dinosaure mais bien un parti tourné vers l'avenir, vers les enjeux et les grandes questions de notre temps. Toutes les difficultés de notre Parti ne sont certes pas réglées mais les derniers résultats obtenus témoignent des potentialités fortes pour un Parti communiste fidèle à ses

La réussite de la Fête des Nouvelles de Loire Atlantique comptera pour les militants communistes et les débats à venir dans le Parti et au-delà.

valeurs. Les 10 & 11 mai, notre fête départementale peut nous permettre de donner à voir le Parti que nous voulons renforcer : un Parti utile, populaire et militant. Et au-delà, la Fête des Nouvelles, rebelle et fraternelle, constituera à nouveau le plus grand rassemblement festif et politique du département. Elle sera un temps utile d'échange, de débats, de lutte et de construction à gauche. Le matériel est à disposition, il reste quelques semaines de campagne pour travailler à ce que l'édition 2008 de la fête des Nouvelles fasse événement. Une telle réussite comptera pour les militants communistes et les débats à venir dans le Parti et au-delà.

Plan de rigueur : la saignée dans les services publics

Fillon et son gouvernement en niaient l'actualité avant les municipales et les cantonales, la politique de rigueur est aujourd'hui bien là ! Suite à la révision à la baisse des hypothèses qui ont servi de base à l'élaboration du budget, le gouvernement annonce des « mesures d'économie liées à la réforme de l'Etat ». Les mots tentent de cacher les maux : 80 000 suppressions de postes d'enseignants sont prévues en 4 ans s'ajoutant aux 30 000 déjà supprimés en 2003. D'ores et déjà plus de 7 000 postes doivent disparaître à la rentrée 2008, 237 sont annoncés dans l'académie de Nantes. Cela impliquera pour les établissements du secondaire, des classes qui fermeront, des établissements classés ZEP seront

contraints de renoncer à des dispositifs pédagogiques telles les classes à projet ou de « remotivation ». A terme, le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique jusqu'à 2012 (ce qui représente 20 000 suppressions de postes par an dans la seule Education nationale) doit être « compensée » par des heures supplémentaires pour les enseignants.

D'une manière générale, le plan de rigueur qui cache son nom promet une régression sans précédent des services publics pour réduire le déficit public, un déficit que le chef de l'Etat et le gouvernement ont eux même contribué à creuser avec le « paquet fiscal » voté en juillet dernier. Leur politique c'est servir les riches, faire payer les autres. « Les caisses sont vides » claironnait il y a quelques mois Fillon mais les revenus financiers sont sacrés ! Le déficit, justifié en outre par la crise sur les places financières internationales est précisément invoqué pour « accélérer les réformes ». Le sens des



réformes n'échappe à personne : qu'il s'agisse des retraites, de la santé, de l'éducation nationale, elles tendent à réduire en permanence le périmètre public au profit du privé.

Après les retraités, dans la rue il y a une semaine, les lycéens, bientôt les enseignants, la « grogne » s'élargit. De là à ce que cela enrayer une politique que le président de la République croyait bien huilée, il n'y a qu'un pas et les communistes ne seront pas les derniers à le faire.

De vous à moi...

Realpolitik

On ne maîtrise jamais véritablement son calendrier en politique. Et nos chers gouvernants sont en train de l'apprendre à leurs dépens. Ce qui les amène à jouer les équilibristes. Un exemple ? On ne parle pas de politique de rigueur, mais de gestion rigoureuse. Ainsi les 6 à 7 milliards gelés sur les budgets du logement, de l'emploi, ou de la formation professionnelle passent-ils pour de l'argent inefficace. Près de 3 millions de chômeurs ? Connaît pas ! Une crise du logement, dites-vous ? Jamais entendu parler. Pendant que « la haute » savoure au champagne (consommation en forte augmentation, il paraît) les 15 milliards du paquet fiscal, c'est serrage de vis à tous les étages budgétaires !

Heureusement pour notre petit Nicolas, la France est entourée par... le monde ! Qui sert soit à justifier la rigueur, « on y peut rien, c'est la conjoncture mondiale qui nous plombe », soit à donner l'exemple, « regardez ce qui se fait ailleurs, c'est formidable ». Malheureusement pour lui, c'est aux seuls Français à qui il doit rendre des comptes.

VITE LU VITE DIT

Pollution dans l'estuaire: le MNLE demande des comptes!

« Cette pollution porte atteinte à la préservation de la biodiversité. Plusieurs centaines d'oiseaux sont déjà mazoutés.

Le MNLE tient à saluer le travail de dépollution engagé par les trois cents hommes à terre et en Loire.

Le MNLE estime qu'il est particulièrement désinvolte que les membres de la Commission Locale d'Information et de Concertation (CLIC) de la raffinerie de Donges n'aient pas été informés par les services de l'Etat, mais ce n'est pas la première fois que nous le constatons.

Total a renouvelé « ses excuses sincères auprès des riverains et des collectivités pour ce déversement accidentel » et assure qu'il prendra en charge les coûts de nettoyage liés à cette pollution ». C'est bien la moindre des choses.

TOTAL n'est plus au-dessus des lois, le jugement de la catastrophe de l'ERIKA et sa condamnation pour préjudice écologique devrait inciter à indemniser les usagers du fleuve, comme les pêcheurs de civelles mais aussi contribuer à favoriser le retour à un équilibre du milieu.

Le MNLE Pays de la Loire naturellement, comme membre de la CLIC de la Raffinerie de Donges, demande à Monsieur le Préfet, de réunir la commission dans les meilleurs délais afin de lui fournir les informations sur les causes, connaître les caractéristiques du fuel lourd au regard des risques encourus au niveau des hommes, du milieu et sur l'évolution des chantiers de dépollution.

Le MNLE s'interroge sur l'efficacité des procédures d'information et d'intervention. Il souhaite que l'enquête contribue à faire la lumière sur les responsabilités afin que le préjudice écologique puisse être mesuré tout en s'assurant de l'indemnisation équitable des usagers du Fleuve et des collectivités touchées.

■ Saint-Nazaire: Victoire des salariés grecs de la Navale



Après 19 jours de grève de la faim, les travailleurs grecs des Chantiers navals ont obtenu gain de cause : Aker Yards a versé les 8000 euros dus par son sous-traitant et donné le billet d'avion qui permettra de repartir au pays. Les élus communistes ont joué un rôle déterminant, dans cette lutte. Rencontre avec Christian Saulnier, président du groupe communiste à Saint Nazaire pour tirer les premiers enseignements de ce conflit.

NLA : Quelles sont vos premières réactions après cette victoire à l'arraché contre ce qu'il faut bien appeler des « patrons voyous » ?

Christian Saulnier : Je suis bien content que cela soit enfin terminé car la vie de ces travailleurs était réellement en danger. Face à une multinationale comme Aker, cela apparaissait au départ comme la bataille du pot de terre contre le pot de fer. Mais licen-

Christian Saulnier :
« Nous allons mener une campagne politique, y compris à l'intérieur des Chantiers. AKER ne peut plus se défilier! »

ciés oralement, sans avoir jamais été payés, sans contrats de travail, Nikos, Léo-

nidas et Boris avaient ils d'autres choix ?

NLA : les élus communistes ont joué un rôle déterminant dans cette lutte...

Christian Saulnier : Cela n'a pas toujours été facile. Nous avons été présents de jour comme de nuit avec le comité de soutien qui s'élargissait chaque jour davantage : la pétition comptait plus de 3000 signatures... **Nous avons permis que l'action soit menée en Mairie, « la maison commune », sans que cela soit vécu comme une agression envers la majorité de gauche.** Rédigée avec la participation très active du groupe communiste, la déclaration du maire votée à l'unanimité des 49 conseillers municipaux affirme leur opposition résolue « à toute forme de recrutement des salariés en dehors du droit social français ». Une première pour notre ville. Enfin, au risque de nous isoler, nous avons été les seuls, avec la CGT à rejeter l'impasse que constituait le recours aux prud'hommes, proposé par le sous-préfet, qui ne visait qu'à étouffer la lutte.

NLA : Depuis cinq ans les conflits de ce type se répètent régulièrement, que faire pour y mettre définitivement un terme ?

Christian Saulnier : On ne peut plus continuer comme cela. Nous allons mener une campagne politique y compris

à l'intérieur des Chantiers. AKER doit impérativement mettre en œuvre, sur le site, un dispositif permettant aux élus du CE de contrôler la nature et l'existence des contrats de travail, les temps de travail réellement effectués, la validité des bulletins de paie et le versement aux organismes sociaux. C'est sa responsabilité. Il ne peut constamment se défilier ! En payant à la place d'ELBE, la société sous-traitante - ce qu'il aurait dû faire depuis longtemps - il le confirme. Cette victoire a une dimension européenne. Elle est celle du combat qui continue contre la directive Bolkenstein, elle est aussi un encouragement donné aux travailleurs de l'Union qui, comme ceux de Dacia-Renault, en Roumanie luttent pour gagner une meilleure protection sociale et des augmentations de salaires.



■ Retraites : Détermination pour une première mobilisation !



« On ne bat pas en retraite » disait le tract distribué par les militants communistes de Loire Atlantique. C'était bien dans la tonalité des centaines de personnes qui ont répondu à l'appel de la CGT, de la FSU et du syndicat Solidaire pour une première mobilisation de défense des régimes de retraite. Premier geste dans le rapport de force qui s'engage... et rendez vous manqué pour plusieurs organisations syndicales. Didier Hude secrétaire de l'union départementale FSU y voit « la capitulation de ces organisations » sur la question de « la répartition des richesses ». Il insistera sur le fait que l'action engagée « n'est pas une action « corpo » mais une bataille de société ». Au cœur de cette bataille, la question du financement « Il faut 4 à

5 points de Produit Intérieur Brut d'ici 2050 ce qui représente une augmentation des cotisations de 0,375 point par an... Depuis 20 ans, ce sont 7% du PIB qui ont été transférés de la masse salariale vers les entreprises... Le paquet fiscal de l'été 2007 représente à lui seul 1 point de PIB... Alors Monsieur le Président descends dans la rue et viens me dire que c'est pas possible si t'es un homme ! » Interpellait Marcel Lebronze pour la FSU dans le cortège nazairien. **Alors que dans le camp du gouvernement, on tente de minimiser la mobilisation, ceux qui ont arpenté le pavé ce jour de manifestation auront noté la volonté des syndicats présents d'ouvrir les débats en grand et de mener la bataille sur le fond et de manière offen-**

sive. Ainsi, Marie Claude Robin, nouvelle secrétaire de l'UD CGT 44 indiquait que la France est allé « le plus loin

Des centaines de manifestants en Loire Atlantique pour une première mobilisation attaquant de front les débats de fond qui touchent la réforme des retraites

dans les sacrifices demandés aux salariés », faisant parler les chiffres : « En France, la retraite moyenne représente 48% du salaire moyen contre 57,5% en moyenne dans les pays de l'OCDE. La France est au 18^{ème} rang sur 30 pays et cela alors que l'âge de cessation

d'activité n'est pas fondamentalement différent jusqu'à présent d'un pays à l'autre. Aucun effort supplémentaire n'a été demandé aux entreprises depuis plus de 20 ans pour payer les retraites à leurs anciens salariés ».

Dès lors, la CGT réclame la reconnaissance d'une carrière complète à 60 ans intégrant entre 18 et 60 ans toutes les périodes d'études et de formation ainsi que la reconnaissance des travaux pénibles, dangereux et astreignants par un départ anticipé à la retraite.

Et de prévenir « La CGT ne se contentera pas d'une concertation » et souhaite construire le rapport de force en appelant avec les autres organisations syndicales à d'autres mobilisations.



Le dossier.

Fête des Nouvelles de Loire Atlantique

2 Jours de spectacles, de débats, de lutte et de convivialité !

La Fête!

rebelle et fraternelle

Après une édition 2007 rendue chaotique par la tempête, les communistes de Loire-Atlantique devaient marquer le coup en 2008.

Ils s'en donnent les moyens avec une programmation enrichie de plusieurs spectacles et de nombreux temps forts politiques.

Rebelle et fraternelle, la Fête 2008 se construit d'abord comme un événement populaire et militant, un week end de convivialité, de rencontre, de luttes...

A nouveau, ce sera le plus grand rassemblement politique & festif du département.

Une fête pour résister, débattre,

construire et riposter aux mauvais coups de la droite.

Une fête qui a choisi son camp, celui des salariés, des jeunes, des retraités et de tous ceux qui aspirent au changement.

Une fête du « Tous Ensemble » ouverte aux syndicalistes, aux militants associatifs, à tous ceux qui conjuguent solidarité au quotidien.

Dans les jours et les semaines qui viennent, les communistes travailleront à sa réussite avec celles et ceux qui sont attachés au débat et à la mise en mouvement d'une gauche de combat, utile et fière de ses valeurs.

2 jours de luttes et de débats politiques



■ Samedi 16H30 : Paroles de luttes.

Témoignages et interventions de salariés en lutte du département de l'industrie, du commerce, du secteur tertiaire... Tous ont en commun le combat pour résister au rouleau compresseur libéral.

■ Samedi 17H00 : Patrons voyous et droit du travail en Europe.

Le point sur les batailles engagées sur le droit du travail en France et en Europe, en présence de Jacky Héning, député communiste européen.

■ Dimanche 12H30 : Rencontre avec les élus communistes du département.

Au lendemain des élections locales, les élu(e)s communistes de Loire-Atlantique veulent agir au plus près des populations pour construire collectivement des politiques publiques à la hauteur des enjeux.

■ Dimanche 14H00: « Faut-il liquider Mai 1968 ? »

Un débat animé par Rosa Moussaoui de « L'Humanité » en présence d'universitaires et d'acteurs des événements de Mai 68 en Loire-Atlantique

• **Dimanche 16H00** •
MEETING
ANDRÉ CHASSAIGNE
député communiste

Sam. 20h **LES CAMÉLÉONS**



Les caméléons ont débuté les années 90 en écumant les cafés concerts de Nantes.

Quelques années et 5 albums plus tard, ils enregistrent un album live au VIP de Saint-Nazaire. En 2008, leur réputation n'est plus à faire et ils ont accepté avec plaisir l'invitation à la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique pour 1H30 de Ska Rock festif.

Sam. 21h30 **SUBWAY**



Précédées d'une réputation de hargneuses, les quatre jeunes femmes du groupe Subway tournent dans toute la France avec leur nouvel album « L'intranquille ».

Bercées entre la tradition française des chansons à texte et les plus grands groupe Rock, Subway nous emmène dans un voyage rock intimiste et poétique.

3 concerts

Dim. 17h **LA COMPAGNIE JOLIE MÔME**

Ils étaient là en 2007 sous la tempête, il leur fallait revenir en 2008, sous un ciel bleu, espérons le.

La compagnie Jolie Môme se définit comme du « cabaret militant », mettant son énergie et ses spectacles du côté de tout ce qui bouge et lutte dans la société française. On se souvient notamment de la chanson « Le mouton noir » devenue en quelques semaines l'hymne du mouvement populaire du Non à la constitution européenne en 2005.



Les **10*11 mai 08**

- Spectacles
- débats
- jeux • bars
- restauration
- librairie
- animations pour enfants



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Même combat

En Roumanie, chez Dacia, les salariés gagnent 285 euros. Ils veulent plus. **Renault les menace de délocalisations....**

Manque de compétitivité ?

La Poste annonce un bénéfice net de 943 millions d'euros, en 2007, + 16%. Elle versera un dividende de 141 millions à l'Etat. **Le groupe SNCF** a dégagé un bénéfice net de 1,042 milliards d'euros, le triple de celui de 2006. Elle versera 130 millions d'euros de dividendes à l'Etat.

Banalisation

La course aux armements nucléaires continue. Les budgets militaires explosent aux Etats-Unis, en Asie du Sud et en Europe de l'Est. Lors de l'inauguration du nouvel élément de la force de frappe nucléaire française, le Président de la République a annoncé des redéploiements stratégiques qui collent à ceux de l'OTAN. Il est temps d'engager le processus international de désarmement nucléaire et respecter enfin le Traité de non prolifération nucléaire (TNP) signé par la France et 186 autres états.

Curieuse conception

La France va envoyer 1000 soldats de combat au sol en Afghanistan. Depuis 6 ans, l'armée française est présente en Afghanistan et participe régulièrement à des actions de guerre qui n'ont fait qu'attiser les tensions dans cette région et ailleurs **mettant en péril la paix internationale.**

60 ans après !



Alors qu'Israël s'apprête à fêter ses 60 ans, cette date d'anniversaire à un tout autre sens pour la population palestinienne privée, depuis, de la majeure partie de ses terres et de ses droits. A cette occasion, la plantation d'un olivier a eu lieu à Nantes dans le cadre de la campagne « **PAIX comme PALESTINE : 60 ans après, la Paix par le droit** ».

Une honte

La loi sur la **réétention de sûreté** est votée et promulguée. Parce que la réétention de sûreté n'est en aucun cas un instrument de prévention de la récidive et de protection des citoyens, **il faut l'abolir.** www.contrelareteniondesurete.fr

Traque des arrêts de travail

La CNAM a mis en place le dispositif - annoncé dans la loi de financement de la Sécurité sociale 2008 de **lutte contre les « fraudes » aux arrêts de travail.** Ainsi, la CNAM pourra suspendre les indemnités journalières de salariés en arrêt maladie en cas d'abus relevé par un médecin mandaté par l'employeur.

Loin du compte

N. Sarkozy a annoncé une augmentation de 5% de l'allocation **adulte handicapé.** Ces personnes vont donc toucher 650 euros mensuel. Avec cette mesure, il fait le choix de maintenir toute une partie de la population **dans une situation de précarité extrême.**

Evènement

Depuis 27 ans, **Mumia Abu Jamal attend dans les couloirs de la mort** tout en plaidant son innocence. La cour fédérale de Pennsylvanie a décidé d'annuler sa condamnation à mort. **Reste à gagner un vrai procès.**

Son avenir nous concerne !

Rentabilité, restructurations, fusions, déréglementation, mondialisation, éclatement par métier, certains voudraient gérer La Poste comme une entreprise ordinaire. Les usagers, les postiers, les collectivités locales en feraient les frais.

Les postiers le rappellent régulièrement par leurs luttes, comme celles des 18 et 20 mars, pour dénoncer la dégradation des conditions de travail ou leurs inquiétudes quant à l'emploi. Les résultats nets en 2007 (943 millions d'euros, +16%) du groupe La Poste, payés au prix fort par le personnel et le service public, ne peuvent masquer les critères de gestion du Groupe et de l'Etat tournés vers la rentabilité financière et la marchandisation du service public postal. Ainsi, l'accélération des restructurations engagées depuis la loi de «dérégulation postale» de 2005 se traduit par des milliers de suppressions d'emplois, par la précarisation salariale, la remise en cause des 35 heures, par la pression commerciale, par le dépeçage des bureaux de poste et par la remise en cause de l'unité de la poste....

Cette véritable vente à la découpe du service public de la communication, avec comme paracheèvement, l'ouverture totale à la concurrence du courrier ordinaire en 2011 tourne le dos à l'intérêt général. En effet, un secteur qui concerne la majorité des envois postaux, représentant 90 milliards d'euros, et touchant près de 5 millions d'emplois en Europe ne peut qu'aiguiser l'appétit des puissants lobbies financiers de Bruxelles. Et, sans le système actuel, les zones rurales ou les zones définies comme non rentables n'auront plus accès au droit, le plus élémentaire, à la communication.

L'exigence d'un service universel de La Poste ainsi que la mise en œuvre d'un droit à la communication et à l'information pour tous doit au contraire être une priorité. Cela nous concerne tous !



Pour une école de la réussite



En faisant le choix de supprimer massivement les postes d'enseignants, le gouvernement met en péril la réussite pour tous les jeunes de ce pays. Les conditions d'encadrement et d'enseignement vont atteindre un point critique.

Dans le premier degré, aux problèmes de postes et de remplacements s'ajoutent la suppression programmée des réseaux d'aide aux élèves en difficulté et la mise en place de nouveaux programmes qui ne favoriseront pas la maîtrise des connaissances et des compétences que l'école doit faire acquérir à tous les élèves.

Dans le secondaire, les horaires des élèves ne pourront être assurés qu'avec le recours massif aux heures supplémentaires des enseignants, des options seront supprimées et les classes surchargées. Il y a un risque réel de désorganisation des enseignements.

La mise en concurrence des établissements d'un

même secteur, les promotions au mérite des enseignants ne vont pas favoriser le travail d'équipe et la coopération entre les établissements scolaires. L'assouplissement de la carte scolaire, voire sa suppression, risque de conduire à la création d'écoles à deux niveaux. **La refondation du système éducatif voulue par le Président de la République n'a pas pour objectif de l'améliorer mais de diminuer les coûts de la formation.** Le projet Darcos établi sans réelle concertation avec les enseignants et son refus de les écouter, les a conduits à se mettre en grève le 18 mars, les mobilisations se poursuivent dans de nombreux établissements scolaires, sous des formes diverses. Dans leur majorité, les enseignants exigent le maintien des postes supprimés, le maintien des enseignements dispensés aux élèves et l'amélioration des conditions d'étude.

Rémy Barreteau

Droit à la santé bafoué

Les plus démunis ou les plus fragiles sont touchés de plein fouet par les franchises successives sur les soins, véritables taxes sur les malades, que l'UMP et Sarkozy imposent. Ces déremboursements partiels des soins s'ajoutent aux franchises déjà votées en 2004. Le plafond annuel de ces franchises (100 euros par an) s'ajoute aux autres dépenses non remboursées dont le montant s'élevait en 2004 à 400 euros par assuré. Le nombre très élevé (plus de 400 000) des signatures recueillies par

l'appel du « Collectif Contre les Franchises » est à la mesure de l'inquiétude actuelle (que souligne aussi la grève du traitement entreprise par un malade du SIDA en témoignage de son désespoir). L'Etat marque sa volonté de se désengager et choisit des solutions

plus favorables aux intérêts privés qu'à une politique de solidarité nationale et de service public. « Qu'est-ce qui doit être financé par la solidarité nationale, qu'est-ce qui doit relever de la responsabilité individuelle à travers une couverture complémentaire ? » s'était interrogé le chef

de l'Etat en septembre 2007. Le grand chantier sur le financement de l'assurance maladie était ainsi ouvert. R. Bachelot promet un texte qui pourrait redéfinir les soins qui relèvent de l'assurance maladie et ceux qui relèvent de la responsabilité individuelle pour début 2009.

Face à ces objectifs, il est urgent de se faire entendre : pour revenir sur les mesures qui font obstacle à la prévention et aux soins, et donc sur les franchises et forfaits existants, pour restaurer et améliorer la sécurité sociale dont notre pays a besoin.

Venez l'exprimer le 12 avril à 14h devant la préfecture à Nantes.



Evènements, culture, idées.

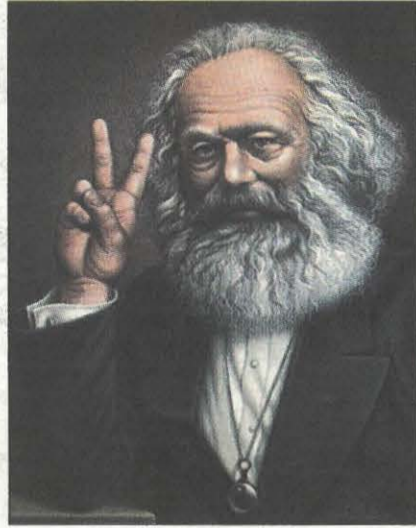
Marx penseur du III^{ème} millénaire Par Christian Godin

On croyait le marxisme un horizon dépassable ! Pourtant, nombre de signes prouvent le contraire. Le spectre de Marx serait-il de retour ?

Comment être marxiste aujourd'hui sans mauvaise conscience ni nostalgie ? Les régimes dits communistes ont provoqué les catastrophes que l'on sait. En Occident, le Welfare State (Etat-providence), qui avait réussi à compenser les effets les plus néfastes du capitalisme par une politique de plein-emploi et de protection sociale, est en voie de démantèlement. La parenthèse de réduction des inégalités, donc des injustices, ouverte dans les années 30 à la faveur de la Grande Dépression, s'est refermée au début des années 80 avec les politiques ultralibérales de Reagan et de Thatcher. Ce retour du balancier a été accompagné et aggravé par une offensive idéologique sans précédent : les classes moyennes ont basculé, ainsi que de larges pans des classes populaires, assurant ainsi, aux élections, la victoire à une droite « décomplexée » ou à une gauche qui a oublié jusqu'au sens de l'expression « justice sociale ».

Du côté intellectuel, le paysage présente une dévastation analogue. L'université, ouverte à Marx dans les années 1965-1980, ne lui accorde pratiquement aucune place. Un signe parmi tant d'autres : à supposer que son sujet soit accepté, un étudiant qui aujourd'hui se lancerait dans une thèse sur le marxisme n'aurait aucune chance d'avoir un poste dans le supérieur. Marx en philosophie, c'est comme Sade en littérature : des pervers s'en occupent, mais ils ne font pas vraiment partie de la famille. Cependant, sur certains terrains, et dans certains textes, un ensemble de signes peuvent nous faire penser que

Marx et le marxisme ne sont pas des étoiles mortes. Certes, les partis, les courants et les intellectuels considérant Marx comme une lettre vive sont minoritaires et isolés, les



médias ne leur donnent pas, on l'imagine, volontiers la parole, mais ils existent et font bien davantage que survivre.

Or, si le marxisme peut nous dire encore quelque chose, c'est parce que le temps de l'histoire qui est le nôtre reste largement celui que l'auteur du Capital avait anticipé (...). Plusieurs ouvrages récemment parus nous rappellent à cette évidence. Les préjugés et lieux communs sont devenus des articles de foi avec l'effondrement historique du communisme. Dans un précieux petit livre intitulé simplement Karl Marx, Yvon Quiniou tord le cou à ces fables : non, pour Marx, l'histoire n'est pas écrite d'avance ; Marx ne récuse pas les idées de bien et de mal ; le communisme, ce n'est pas la toute-puissance despotique de l'Etat ; Marx n'était pas pour la censure des croyances religieuses ; Marx n'entendait pas

noyer les individus dans la masse... Maître d'œuvre d'un remarquable Dictionnaire critique du marxisme (PUF), Georges Labica, dont on lira par ailleurs les réponses aux questions de Marianne, vient de publier une Théorie de la violence qui débouche sur ce constat : notre temps est celui d'une violence mondialisée parce qu'il est celui du capitalisme mondialisé ; condamner la violence en bloc, en amalgamant la réaction et la cause, c'est assurer à l'injustice du monde une prépondérance infinie. Comprendre les structures de notre société, agir dans le sens d'une justice maximale à l'échelle du monde, les défis sont évidemment colossaux. Même s'il n'a pas disparu, le prolétariat semble dilué, et puis le gonflement de l'économie de services tend à multiplier les catégories intermédiaires qui rendent malaisée la lecture dogmatique du « classe contre classe ». Certains « post-marxistes » sont ainsi tentés par la théorie des « multitudes » de Toni Negri, et remplacent les politiques de justice sociale par celles de reconnaissance culturelle

Pour Yvon Quiniou, Georges Labica, Jacques Bidet et Gérard Duménil, mais aussi pour des millions de gens qui à travers le monde ont ce soupçon que la croissance économique non seulement ne suffira pas à supprimer leur misère et leur aliénation mais les aggravera, le point d'interrogation est encore de trop : Marx est un penseur pour le III^{ème} millénaire.

* Philosophe. Dernier ouvrage paru : « L'Homme, le bien, le mal », entretiens avec Axel Kahn, Stock. (Article publié dans Marianne du 22 mars 2008).

LIRE

Drôle d'aventure de Pirates avec les communistes

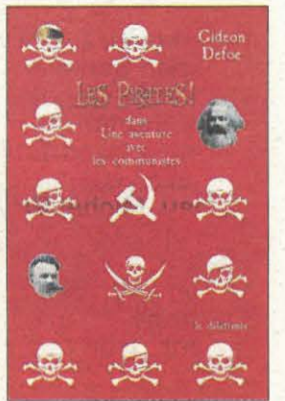
Un spectre hante l'Europe : celui des pirates de Gideon Defoe. Ce jeune écrivain anglais s'amuse à confronter la société des pirates, certes brutale et sans manières, avec d'autres, successivement celle des baleines et des savants, dans les deux premiers tomes traduits en français.

Dans ce troisième volet de la série, ces flibustiers déjantés se lancent dans une nouvelle « aventure avec les communistes » qui nous promène, avec Marx et Engels, des rues sombres de Soho aux boulevards verdoyants de Paris, à travers une histoire pleine d'intellos complexés, de barbes énormes, de volcans et de walkyries, et dans une véritable quête philosophique pour découvrir si le jambon est vraiment l'opium du peuple. Nos Frères la côte jettent donc d'abord l'ancre à Londres. Leur chef aimé se retrouve alors inopinément jeté sur une dure couchette de prison pour cause de parfaite ressemblance avec K.Marx. Ce qui vaut à l'escouade pirate, une invitation à un meeting du messie barbu du matérialisme scientifique. Ce dernier les prie alors de l'explorer vers Paris, pour cause de puanteur londonienne.

Pendant que le bateau traverse la Manche, un pari est lancé entre le capitaine pirate et Marx d'improviser un opus philosophique révolutionnaire. Et Marx fasciné, au vu de l'opus piratorum, de s'écrier, « C'est là où j'avais tort : Das Kapital n'avait pas une seule page à colorier ! ». A Paris, on suit Marx et les pirates au musée Grévin, aux Folies Bergère puis à l'Opéra.

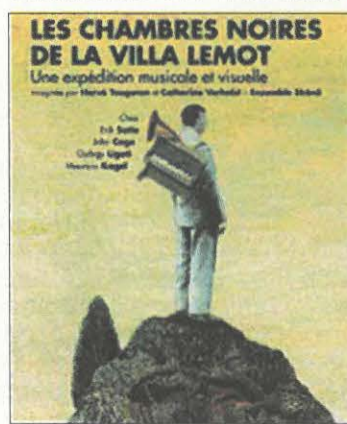
Difficile de trouver d'autres romans capables de vous faire rire aux éclats comme celui-ci. Les pages défilent à une folle vitesse, avec des titres de chapitres sans aucun rapport avec leur contenu et des notes de bas de page qui sont bien la seule chose sensée de ce livre : « des notes sérieuses, pour que le lecteur ait au moins l'impression d'apprendre quelque chose » dit l'auteur. La qualité essentielle pour être un bon Pirate, selon lui : « ne prenez rien trop au sérieux ! ».

Defoe G., « Les Pirates! dans : une aventure avec les communistes », Ed. Le Dilettante, 2008, 192 p., 17€.



VOIR...

Chambres noires à Clisson



Les Chambres noires de la Villa Lemot ont été imaginées par H.Tougeron et C.Verhelst comme une libre exploration musicale et visuelle, une déambulation étonnante au gré des œuvres de compositeurs incontournables que sont Erik Satie, John

Cage, Mauricio Kagel et György Ligeti. L'exposition s'organise en puzzle sonore et coloré, où tout se conjugue et s'amalgame pour dessiner finalement un itinéraire inattendu. Des concerts insolites accompagnent apportent un éclairage particulier sur chacun des compositeurs, mêlant projections d'images et de films. Le nombre de places étant limité, il est indispensable de réserver au 02 40 54 75 85 De mars 2008 au 1er juin 2008 au parc départementale de la Garenne Lemot, à Clisson-Géti-gné.

MÉDIAS

Un hors-série de l'Humanité sur Mai 68

Mai 68 occupe les médias pour le quarantième anniversaire de ce mois et de cette année pas comme les autres. Le débat politique y fait rage autour des enseignements de Mai 68. Après la sortie "électorale" de Nicolas Sarkozy qui veut en « liquider » l'héritage, commencent maintenant, avec l'inflation éditoriale (voir NLA n° 843), des commémorations en tous genres qui envahissent les médias, mais en occultant le plus souvent le mouvement social record de 11 millions de grévistes !

Le journal l'Humanité invite à témoigner : « Avec nous, faites le journal de Mai 1968. Vous avez été acteur ou observateur des mouvements de Mai 1968, étudiant(e) ou salarié(e)... Racontez-nous vos souvenirs, des moments forts, des impressions. Dites-nous ce que cela a changé pour vous et autour

de vous, dans votre situation personnelle, votre regard sur la société et la politique ». Il encourage à dire « je » et à envoyer photos de cette période, des tracts, des coupures de presse qui vous ont marqués

hors-série du journal de 132 pages consacré à Mai 68, avec un DVD, « Trois Films en mai » réalisé en partenariat avec CinéArchives, pour un prix de 10 euros, plus un euro de frais de port.



à l'adresse » Votre mémoire au pouvoir ! » au journal, 32 rue J.Jaurès 93528 Saint-Denis. Ces témoignages seront publiés à partir du 21 avril. A cette même date paraîtra un

Les commandes sont à envoyer, accompagnées impérativement du règlement, au service Diffusion et Promotion militante de l'Humanité à l'adresse du journal indiquée ci-dessus.

près de vous

Les intercommunalités du 44

21 élus communistes et républicains

Après les élections municipales, élus communistes et républicains seront présents dans les intercommunalités de notre département :

La CARENE : 9 élu-e-s : **Karina André, Emmanuelle Bizeul, Alain Chazal, Dominique Corfec, Hubert Delahaie, Sabine Mahé, Alain Manara, Christelle Oriaut, Christian Saulnier.**

Nantes Métropole : 8 élu-e-s : **Gilles Bontemps, Maurice Boué, Delphine Bouffenié, Raymond Lannuzel, Michel Lucas, Jacques Moreau, Michel Rica, Yann Vince, Loire et Sillon : 1 élu : Jean Yves Martin**

Région de Blain : 3 élu-e-s : **Stéphane Guiet, Alain Le Viavant, Jean Luc Plumelet,**

Conseil général

Roger David ou la politique autrement

« On aurait cru entendre Jean Louis LE CORRE » écrivait le journaliste de Ouest France quand Roger DAVID prononça son intervention lors de l'installation du Conseil général. Il aurait mieux fait de constater : « Avec l'élu communiste du canton de Montoir de Bretagne, on continue d'entendre la différence à gauche ». En effet, après avoir fait part de « son émotion » devant la légèreté dont a fait preuve Total qui a déversé 400 tonnes de fuel lourd dans l'estuaire et insisté pour que la multinationale ne se croie pas « au dessus des lois », l'ancien « syndicaliste et retraité des Chantiers de l'Atlantique et de la « SEMT Pielstick » a tonné son « indignation » devant « la zone de non droits » que continue d'être - grâce à la complaisance du gouvernement - la construction navale nazairienne. Il a été le seul à le faire.

Retraites

Offensifs

De nombreux élus communistes et républicains étaient présents lors des rassemblements organisés à Nantes et à Saint Nazaire le samedi 29 mars par les syndicats CGT, FSU et Solidaire. Mais pourquoi étaient ils les seuls ?



ADECR

Assemblée Générale

Après les élections municipales et cantonales des 9 et 16 mars 2008, la première réunion de l'Association des Elus Communistes et Républicains de Loire Atlantique se tiendra à Trignac, salle Dulcie September, le mercredi 16 avril 2008 à 18 heures

L'invité

Blain bien à gauche pour la première fois de son histoire...

Pour la première fois de son histoire, Blain a élu, le 9 mars 2008, une municipalité de gauche, clairement identifiée comme telle, avec un programme construit par des militants de l'ensemble de la gauche blinoise. Ce programme à forte consonance environnementale, aux transversalités importantes telles que la solidarité, l'économie et l'éducation a été validé par plus de 62% des électrices et des électeurs. Sur les 29 élus, 24 appartiennent à la nouvelle majorité. 10 sont issus de «Blain Gauche Nouvelle» groupe constitué en 2001 autour de la section locale du PCF et de moi-même. Pendant 7 ans, la façon de travailler et l'implication des citoyens dans les réunions mensuelles de préparation des Conseils municipaux ont permis d'élargir le groupe. L'intervention directe des élus auprès des décideurs locaux, départementaux ou régionaux, l'organisation à tous les niveaux de la résistance aux mauvais coups contre les services publics, la réussite des manifestations de l'année 2005 pour garder le permis de conduire et le Centre Hospitalier à Blain ont eu un impact certain. C'est donc tout naturellement mais non sans difficultés, que s'est constitué dès septembre 2006, un groupe de travail et de réflexion pour construire dans l'union, une liste et un programme municipal. La fréquence des rencontres, la volonté de parvenir coûte que coûte à un accord, l'adhésion et le soutien des militants politiques et associatifs ont cimenté les liens entre les individus et instauré un climat de respect et de confiance mutuels. Dès lors, la répartition des responsabilités au sein de la municipalité s'est faite dans la transparence et l'équité. Notre rapport aux gens reste la pierre angulaire de notre démarche: pas de réponses toutes faites, des conseils de quartiers, des commissions extra municipales, des projets à construire ensemble... Enfin, je pense sincèrement que seul le travail de proximité et d'écoute auprès de la population paie tôt ou tard... J'ajoute que l'humilité, la rigueur et la droiture devraient être, sinon au fronton des mairies au moins dans la pratique quotidienne de l'élu au service de la collectivité.



Jean Luc PLUMELET
Maire adjoint chargé de l'urbanisme

L'activité

Trignac

Il y a 20 ans, Dulcie September...

Il y a 20 ans, Dulcie SEPTEMBER, cette infatigable militante de la lutte anti apartheid, représentante de l'ANC en France, était lâchement exécutée de cinq balles de revolver dans la tête à son domicile à Paris. Quelques jours auparavant, elle s'était rendue à Trignac pour parler de son peuple et de son pays. Vendredi 28 mars, présidée par Sabine MAHE, Maire de Trignac et Michèle PICAUD, Conseillère régionale, en collaboration avec l'association Femmes Solidaires, une cérémonie de commémoration a eu lieu, dans la salle municipale qui porte son nom, en présence du premier secrétaire de l'ambassade d'Afrique du Sud. « Grâce à Femmes Solidaires, j'ai eu le bonheur de rencontrer DULCIE mais aussi Leyla ZANA, députée Kurde lors de son procès à Ankara... Rigoberta MENCHU, combattante Guatémaltèque, prix Nobel de la Paix en 1992 ... Faire l'expérience de rencontrer ces grandes dames vous transforme la vie. » a remarqué, très émue, Michèle PICAUD dans son intervention.



Transports ferroviaires

Les vices-présidents communistes tirent la sonnette d'alarme

Le 1^{er} avril, lors d'une conférence de presse au Sénat, à laquelle participait Gilles BONTEMPS, les vice présidents communistes délégués aux transports des Régions se sont prononcés « pour l'avenir du ferroviaire public » et ont appelé à faire échec au projet de gouvernement d'augmenter rapidement et très fortement les tarifs d'utilisation des infrastructures versés au Réseau Ferré de France et les tarifs de la circulation du matériel ferroviaire. Ils ont dénoncé la grossière manœuvre qui consiste à « faire financer les investissements indispensables et urgents pour le ferroviaire par le ferroviaire en augmentant la facture des Régions, de la SNCF et le prix du billet pour les usagers ». Ce qui est en jeu aujourd'hui, alertent les élus communistes, « c'est le devenir du réseau ferroviaire français, son unicité, le maillage du territoire », c'est la mise en place d'un réseau à 2 vitesses avec « d'un côté les lignes à grande vitesse et de l'autre, le reste du réseau mal entretenu », ce sont les efforts qui ont permis, depuis une dizaine d'années, de relancer le service public du transport régional de voyageurs. Cette augmentation « colossale » des tarifs prépare, en fait, l'ouverture à la concurrence du transport des voyageurs prévue pour 2010. Les vices-présidents communistes appellent donc à la mobilisation rapide et déterminée de tous les élus de gauche « pour déjouer cette attaque majeure contre notre système ferroviaire français qui, malgré ses insuffisances, a fait la preuve de son efficacité ».

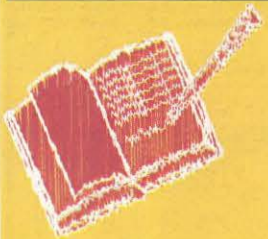
Construction navale

En finir avec les travaux forcés

La section de Saint Nazaire du P.C.F, la fédération départementale du P.C.F, les élus communistes et républicains de Loire Atlantique se félicitent de la lutte victorieuse des travailleurs grecs après 17 jours de grève de la faim. Il faut maintenant s'attaquer aux patrons voyous qui mettent en œuvre ces « montages exotiques ». Cet esclavagisme des temps modernes doit être mis définitivement hors la loi à Saint-Nazaire comme partout en France, en Europe et dans le monde. AKER YARDS doit impérativement mettre en œuvre, sur le site, un dispositif permettant de contrôler la nature et l'existence des contrats de travail, les temps de travail réellement effectués, la validité des bulletins de paie et le versement aux organismes sociaux. Toutes ces obligations relèvent du donneur d'ordre de premier rang : c'est sa responsabilité. Il ne peut constamment se défilier ! En payant à la place d'ELBE - ce qu'il aurait du faire depuis longtemps - il vient d'ailleurs de le confirmer ! Cette victoire est celle du combat contre la directive Bolkenstein, contre ces pratiques patronales de mise en concurrence des salariés, d'utilisation de main d'œuvre bon marché, de dumping social qui permettent aux entreprises de dégager le maximum de profits sur le dos des salariés. Pratiques qui sont rendues possibles par le traité de Lisbonne et les directives européennes dont le contenu a été refusé par les Français lors du référendum de mai 2005. Cette victoire est aussi un encouragement donné aux travailleurs roumains de Dacia en grève pour gagner des augmentations de salaires. Ces luttes en France et en Europe soulignent l'urgence de la construction d'une autre Europe, une Europe sociale et solidaire qui nous permettent de vivre autrement. Michel RICA (secrétaire départemental du P.C.F), Marc JUSTY (président de l'association départementale des élus communistes et républicains Loire Atlantique), Yvon RENEVOT (Secrétaire de section de Saint Nazaire du P.C.F), Christian SAULNIER (Président du groupe communiste au conseil municipal de Saint Nazaire).



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Section de St Nazaire

Comité local de la section, mercredi 9 avril à 17h30 au siège de la section section.

Section de Brière

Assemblée générale des communistes de Trignac, jeudi 10 avril à 18h, salle Dulcie September.

ADECR

Assemblée générale le mercredi 16 avril à 18h, salle Dulcie September à Trignac.

Section de Nantes

Comité local de la section de Nantes à 18h30 à la Fédération.

Section Loire et Sèvre

Assemblée générale des communistes de la section, le lundi 28 avril à 20h, espace Beautour à Vertou.

■ Sida : Le débat de Trignac révèle que la pandémie frappe encore partout

Vendredi 29 mars, la municipalité de Trignac et l'association « Femmes Solidaires » s'inscrivaient dans le Sidaction en organisant un débat autour de la pandémie et des enjeux qu'elle soulève dans les pays du sud comme dans ceux du nord car personne n'est encore aujourd'hui à l'abri. « En six semaines, nous avons eu 18 nouveaux patients » alertait le docteur MICHAU coordinateur des consultations de dépistage au centre hospitalier de Saint-Nazaire. Il recommandait qu'on accentue les efforts de prévention.

« En Afrique du Sud, pays de 45 millions d'habitants, 900 personnes en meurent chaque jour, c'est tout une génération d'actifs qui est décimée. On compte plus d'un million d'orphelins du sida... » informait Matt MATIWANE, premier secrétaire de l'ambassade. Même si un système de santé performant a été mis en place depuis la fin du régime de l'apartheid, le défi est immense : 530 000 personnes sont soignées par an. « En Afrique, on peut maintenant se soigner à bon marché mais quand on est pauvre, le « bon marché » c'est encore trop cher » constatait Monsieur BANOUKEPA de l'association Africa + qui ajoutait : « pour avaler les comprimés, il faut avoir à manger dans son assiette or c'est loin d'être tous les jours le cas... » Car si en France la maladie frappe toutes les catégories sociales sans distinction, en Afrique ce sont les plus pauvres « qui la prennent en pleine figure ». Parmi eux, les femmes sont les plus touchées. Assourdissant et meurtrier aussi est le silence qui entoure une maladie « qui tue socialement », sur tout le continent, celui « mais encore bien davantage celle qui reconnaît avoir été contaminée » insistait Jacqueline DERENS, la présidente des Rencontres Nationales avec les Peuples d'Afrique. Une discrimination sexiste qui n'est pas qu'une affaire africaine rappelait opportunément le docteur MICHAU en soulignant, à titre d'exemple, que le préservatif féminin, très efficace pour lutter contre la contamination coûtait, en France, « quatre à cinq fois plus cher que le préservatif masculin ».

« Nous allons poursuivre l'action en réfléchissant aux moyens que nous avons à notre disposition pour en parler davantage dans notre ville » affirmait Sabine MAHE résumant le sentiment général de la salle et des intervenants. Rien ne serait pire, en effet, que de baisser la garde maintenant.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire: N° 0310 I 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction: Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE



Vite lu...

■ Fête des Nouvelles : En campagne !

10 000 vignettes, 60 000 tracts, 20 000 programmes, plusieurs milliers d'affiches, le matériel est à votre disposition.

Pour commander votre vignette et en diffuser autour de vous, contactez la section PCF la plus proche ou la Fédération (02 40 35 03 00)

Les Nouvelles de Loire Atlantique les 10-11 mai 08
fetedesnouvelles.over-blog.com
8€ les 2 jours
Spectacles
jeux dans
restauration
bibliothèque
animations pour enfants
Parc paysager de Saint-Nazaire PCF



La France est une République laïque ?

Récemment, suite aux différents propos tenus par Nicolas Sarkozy notam-

ment en Arabie Saoudite ou lors de son discours de Latran en Décembre

2007, il en ressort un sentiment d'incertitude, voire de danger quant à la pro-

tection du principe de laïcité.

En déclarant que « dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie » ou encore que « la vie spirituelle constitue généralement le support des engagements humains et philosophiques que la République ne peut pas offrir, elle qui ignore le bien ou le mal », il est clair que le Président de la République française veut redonner une place importante à

la religion dans la société, contredisant les tenants d'une morale républicaine.

La création en Juillet 2007, de la Maison de la Conférence des évêques de France, la prise en compte par le Conseil économique et social des grands courants spirituels, l'initiative présidentielle de la création du Conseil Français du culte musulman en 2003..., sont autant d'exemples qui montrent que l'Etat semble s'insérer assez largement dans le fait religieux et en vient même à remettre en cause la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il reste qu'aujourd'hui,

le sens donné à la laïcité peut être compris différemment par l'opinion publique. Certains voient en ce principe le gage d'un Etat délié de la Religion et n'entrevoient aucun contact avec elle, tandis que d'autres envisagent une simple tolérance entre les deux « sphères ».

Quoi qu'il en soit, la France est une République laïque dans sa Constitution et il faudra rappeler à notre Président que la loi de 1905 malgré son ancienneté est une marque significative de la République Française.

G.L